# Formulaires

## Instructions pour l’établissement de l’offre

Afin, notamment, de répondre aux exigences du présent marché, le soumissionnaire peut être une association sans personnalité juridique formée entre plusieurs personnes physiques ou morales, celles-ci s’engagent solidairement et désignent celle d’entre elles qui sera chargée de représenter l’association vis-à-vis du Pouvoir adjudicateur.

Le soumissionnaire est tenu d’utiliser le formulaire d’offre joint en annexe. A défaut d’utiliser ce formulaire, il supporte l’entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu’il a utilisés et le formulaire.

L’offre et les annexes jointes au formulaire d’offre sont rédigées en français.

Les offres doivent être introduites en deux (**02) exemplaires sur papier**, **dont une porte la mention ‘original’ et les 3 autres la mention ‘duplicata’ ou ‘copie’**. Le soumissionnaire joindra une version électronique de son offre introduite sous forme d’un ou plusieurs fichiers au format PDF et une version Excel du métré récapitulatif sur Clé Usb.

**Les différentes parties et annexes de l’offre doivent être numérotées**.

Les prix sont indiqués en euros et seront précisés jusqu’à deux chiffres après la virgule. Le cas échéant, ils peuvent être précisés jusqu’à quatre chiffres après la virgule.

Les ratures, surcharges, mentions complémentaires ou modificatives dans les formulaires d’offre doivent être accompagnées d’une signature à côté de la rature, surcharge, mention complémentaire ou modificative en question.

Ceci vaut également pour les ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives qui ont été apportées à l’aide d’un ruban ou de liquide correcteur.

L’offre portera la signature **manuscrite originale** du soumissionnaire ou de son mandataire.

Lorsque le soumissionnaire est une société/association sans personnalité juridique, formée entre plusieurs personnes physiques ou morales (société momentanée ou association momentanée), l’offre doit être signée par chacune de ces personnes.

## Fiche d’identification

### Personne physique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici : https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:412289af-39d0-4646-b070-5cfed3760aed

|  |
| --- |
| **I. DONNÉES PERSONNELLES****NOM(S) DE FAMILLE [[1]](#footnote-1)****PRÉNOM(S)** **DATE DE NAISSANCE** **JJ MM AAAA****LIEU DE NAISSANCE PAYS DE NAISSANCE(VILLE, VILLAGE)****TYPE DE DOCUMENT D'IDENTITÉ CARTE D'IDENTITÉ PASSEPORT PERMIS DE CONDUIRE[[2]](#footnote-2) AUTRE[[3]](#footnote-3)****PAYS ÉMETTEUR****NUMÉRO DE DOCUMENT D'IDENTITÉ****NUMÉRO D'IDENTIFICATION PERSONNEL[[4]](#footnote-4)****ADRESSE PRIVÉE PERMANENTE****CODE POSTAL BOITE POSTALE VILLE****RÉGION [[5]](#footnote-5) PAYS****TÉLÉPHONE PRIVÉ****COURRIEL PRIVÉ** |
| **II. DONNÉES COMMERCIALES**  | Si OUI, veuillez fournir vos données commerciales et joindre des copies des justificatifs officiels. |
| Vous dirigez votre propre entreprise sans personnalité juridique distincte (vous êtes entrepreneur individuel, indépendant, etc.) et en tant que tel, vous fournissez des services à la Commission ou à d'autres institutions, agences et organes de l'UE? **OUI NON** | **NOM DE L'ENTREPRISE(le cas échéant)****NUMÉRO DE TVA****NUMÉRO D'ENREGISTREMENT****LIEU DEL'ENREGISTREMENT VILLE PAYS**  |  |
| **DATE** | **SIGNATURE** |  |

###

### Entité de droit privé/public ayant une forme juridique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici : https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:3b918624-1fb2-4708-9199-e591dcdfe19b

|  |
| --- |
| **NOM OFFICIEL[[6]](#footnote-6)NOM COMMERCIAL(si différent)** **ABRÉVIATION****FORME JURIDIQUE****TYPE A BUT LUCRATIF****D'ORGANISATION SANS BUT LUCRATIF ONG[[7]](#footnote-7) OUI NONNUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL[[8]](#footnote-8)****NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE****(le cas échéant)****LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL VILLE PAYS****DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL JJ MM AAAA****NUMÉRO DE TVA****ADRESSE DU SIEGESOCIAL****CODE POSTAL BOITE POSTALE VILLE****PAYS TÉLÉPHONE** **COURRIEL** |
| **DATE** | **CACHET** |
| **SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ** |

### Entité de droit public[[9]](#footnote-9)

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici / https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:c52ab6a5-6134-4fed-9596-107f7daf6f1b

|  |
| --- |
| **NOM OFFICIEL[[10]](#footnote-10)****ABRÉVIATIONNUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL[[11]](#footnote-11)****NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE****(le cas échéant)****LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL VILLE PAYS****DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL JJ MM AAAA****NUMÉRO DE TVA****ADRESSE OFFICIELLE****CODE POSTAL BOITE POSTALE VILLE****PAYS TÉLÉPHONE** **COURRIEL** |
| **DATE** | **CACHET** |
| **SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ** |

### Sous traitants

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom et forme juridique** | **Adresse / siège social** | **Objet** |
|  |  |  |
|  |  |  |

## Formulaire d’offre - Prix

En déposant cette offre, le soumissionnaire s’engage à exécuter, conformément aux dispositions du **CSC** **MLI1805311-10449** le présent marché et déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans le CSC et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires comme ses propres conditions générales de vente.

Les prix unitaires et les prix globaux de chacun des postes de l’inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l’offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l’importance de ceux-ci.

La taxe sur la valeur ajoutée fait l’objet d’un poste spécial du métré récapitulatif ou de l’inventaire, pour être ajoutée au montant de l’offre.

Le soumissionnaire s’engage à exécuter le marché public conformément aux dispositions du CSC **MLI1805311-10449**, aux prix suivants, exprimés en euros et hors TVA :

**Montant hors TVA (euros) ……………………………………………………..…**

Pourcentage TVA : ……………%.

Certifié pour vrai et conforme,

Signature(s) manuscrite originale :

Date :

## Bordereau des prix unitaires et le métré récapitulatif (voir annexe 2)

**APPLICATION DU BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES**

L’expression « Bordereau de Prix Unitaires » implique l’application sans restriction des règlements et normes en vigueur au Mali, sans qu’il soit nécessaire d’y faire référence, et leur application ne peut être dissocié des dossiers de plans et documents auxquels font référence les pièces contractuelles.

Les spécifications du Bordereau De Prix pourront préciser ou compléter les prescriptions de ces documents, étant bien entendu que celles-ci sont des prescriptions minimales au-dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

Les prescriptions techniques particulières et Bordereau de Prix donnent une description aussi complète que possible des travaux à exécuter, dans le but de permettre à l’Entrepreneur d’interpréter les plans, de préciser la nature des matériaux à employer et de déterminer les particularités de fabrication et de mise en œuvre. Ces prescriptions ne peuvent prétendre à une description complète et parfaite des travaux et il convient de souligner que cette description des travaux n’a pas un caractère limitatif.

L’Entrepreneur devra exécuter sans exception ni réserves, tous les travaux de sa profession, et aura donc compris dans son marché, non seulement les travaux et fournitures décrits dans ces documents, mais encore ceux qui auraient pu échapper aux détails de la description et qui sont indispensables pour le complet achèvement des ouvrages de son corps d’état, suivant les plans remis et les règles de l’art.

De même, les travaux prévus aux pièces écrites et chiffrés du marché et qui ne figurent pas dans les plans sont dus par l’Entrepreneur et compris dans les prix.

En conséquence, l’Entrepreneur ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et Bordereau De Prix puissent le dispenser d’exécuter tous les travaux de son corps d’état, ou fassent l’objet d’une demande supplémentaire de prix.

En outre, il suppose que toute Entreprise est censée :

* S’être rendue sur les lieux.
* S’être rendu compte de la situation géographique des lieux de réalisation des ouvrages.

L’Entrepreneur devra prendre connaissance du Bordereau de prix des autres corps d’état, de façon à assurer la parfaite coordination dans ses interventions respectives, et connaître exactement la limite de fournitures, et signaler les omissions qu’il aurait constaté et les dispositions détaillées qu’il aurait lieu de prendre pour y remédier.

Conformément aux CT, la rémunération des prestations énumérées ci-dessous sont comprises dans les prix de l’offre du Soumissionnaire, à savoir :

* Tous les frais relatifs à l'établissement et au suivi du Plan d’Assurance Qualité (PAQ) et du Plan d’Hygiène, Sécurité et Environnement (PHSE) ;
* Tous les frais relatifs la mise en œuvre d’une Notice d’Impact Environnementale et Sociale (NIES) ;
* Tous les frais de transport, de dédouanement, taxes et transit des matériels et équipements importés par l’Entrepreneur ;
* Tous les frais de contrôles et d’essais demandés par le pouvoir adjudicateur du fait de l'exécution d'ouvrages présentant des vices de construction ;
* Toutes les dépenses relatives à la sécurité des biens et des personnes ;
* Toutes les dépenses dues aux pertes, avaries ou dommages, ou pertes de temps causées par les conditions climatiques ;
* Toutes les dépenses générées par la mise en œuvre de mesures concernant la protection de l'environnement (protection contre la pollution des eaux, gestion des déchets de chantier, etc.) ;
* Toutes les dispositions ou constructions que l’Entrepreneur jugera nécessaire pour assurer la protection des ouvrages en cours de réalisation, notamment vis-à-vis des aléas climatiques (inondations), ceci avant la réception provisoire ;
* Tous les frais de reconnaissances géotechniques nécessaires à l’exécution des ouvrages ;
* L’intervention de laboratoires dans le cadre du contrôle des études et des travaux, et notamment la validation des études géotechniques et des notes de dimensionnement des fondations des ouvrages, ainsi que la supervision des essais de chantier (essais d’écrasement, essais de compacité, essais d’étanchéité, etc.), ceci conformément aux divers articles du CT ;
* Toutes les dépenses liées à l’élaboration des études d’exécution et à l’établissement des dossiers de récolement : levés topographiques, plans, notes de calculs, sondages, formulation des bétons, procédures d’exécution, méthodes de travaux, etc. ;
* Tous les coûts liés à la réalisation d’une modélisation hydraulique des réseaux projetés à l’aide d’un modèle mathématique, notamment pour vérifier l’alimentation gravitaire du réseau de distribution depuis les sites d’implantation retenus des ouvrages de stockage ;
* Tous les frais liés à l’exécution des sondages dans les terrains nécessaires au repérage du réseau d’eau potable existant et des réseaux des autres concessionnaires ;
* Tous les coûts liés à l’assèchement des fouilles et quel que soit le débit de pompage, y compris toutes sujétions liées au fonctionnement du pompage, notamment l’alimentation électrique et l’évacuation des eaux pompées ;
* Tous les frais liés à la protection, au maintien en service et au déplacement des réseaux existants (eau potable, télécommunication, électricité, etc.) ;
* Tous les coûts relatifs aux travaux de terrassement, et ceci quelle que soit la nature du terrain (notamment en présence de terrains durs et de sols hydromorphes) et la profondeur de la tranchée (sur profondeurs nécessitées par le franchissement d’obstacles) ;
* Tous les frais de transport et de mise en décharge définitive des gravats et des déblais non réutilisables, ceci quelle que soit la distance de la décharge ;
* Tous les coûts relatifs à la mise en œuvre d’un blindage métallique des parois de la fouille ou autre mode de soutènement adéquat ;
* Tous les frais imputables aux franchissements d’obstacles présents sur le tracé des canalisations (dalots, fossés, réseaux existants, ponts, cours d’eau, zones humides, zones inondables, etc.) ;
* Toutes les dépenses concernant les aménagements d’exutoire nécessaires à une évacuation gravitaire des eaux de vidange ;
* Tous les coûts induits par d’éventuelles réfections de la chaussée bitumée ou latéritique et de ses ouvrages connexes, tels que les ponts, bordures, talus, accotements, fossés, caniveaux, etc., à la suite de dégradations causées par l’exécution des travaux prévus au Marché ;
* Tous les frais nécessaires à l’obtention des autorisations administratives nécessaires à l’exécution des travaux (pose sous chaussée et traversées, franchissements de pont, stockages temporaires et définitifs, déviation du trafic, etc.) ;

En outre, les prix du Soumissionnaire sont réputés comprendre :

* La mise à disposition sur le chantier des principales normes et réglementations auxquelles les CT font référence (voir l’Article 20 de la Partie 1) ;
* L’établissement de polices d’assurances de chantier (garantie décennale, tous risques, etc.), ceci conformément aux CT et au CCAP ;
* L’établissement des permis de construire ;
* La formation du personnel à l’exploitation de l’ensemble des installations conformément aux CT

**Définition des prix**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Désignation** | **Unité** | **Détails**  |
| **I - Amenée - installation - repli** |
| **1.1** | Préparation - amenée du matériels - repli | Forfait | Ce prix rémunère les frais d’installation et de repli des matériels/équipements et leurs transports et ce y compris toutes sujétions d'exécution et de main d'œuvre. Ce prix comprend aussi la fourniture des assurances nécessaires à l’exécution des travaux. Ce prix s’applique en forfait. |
| **1.2** | Nettoyage du terrain | m² | Ce prix rémunère les frais de nettoyage, de préparation du terrain et d'implantation des travaux et ce y compris toutes sujétions d'exécution et de main d'œuvre. Ce prix s’applique au mètre carré de surface. |
| **1.3** | Fouille pour fondation | m3 | Ce prix rémunère les déblais et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique au m3. |
| **1.4** | Démolition des ouvrages existants et évacuation des déblais à la décharge | Forfait | Ce prix rémunère la démolition des ouvrages existants et l’évacuation des déblais à la décharge et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s’applique en forfait. |
| **1.5** | Evacuation des déchets le long de la berge | Forfait | Ce prix rémunère l’évacuation des déchets solides présent le long des berges à la décharge et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s’applique en forfait. |
| **1.6** | Remblai compacté pour rehausser l'espace | m3 | Ce prix rémunère la fourniture, le nivellement et le compactage de remblai pour rehausser l’espace en vue d’amener le niveau au-dessus des voies d’accès des alentours et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique au m3. |
| **II - Aménagement de l'espace vert, plantation et pavage** |
| **2.1** | Abattage des arbres | Unité | Ce prix rémunère l’abattage des arbres et leurs évacuations et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique à l’unité. |
| **2.2** | Substrat et terre végétale | m3 | Ce prix rémunère l’enlèvement des substrats et de la terre végétale y compris leurs évacuations et la mise en forme de l’espace et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique au m3. |
| **2.3** | Plantation de gazons | m² | Ce prix rémunère la fourniture et la pose de gazon et aussi la remise en état des gazons existants et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s’applique au mètre carré de surface. |
| **2.4** | Plantation d'espèces | m² | Ce prix rémunère la plantation des pieds d’arbres, de fleurs et d’autres espèces choisies (lavandes, romarin et autre arbrisseau dicotylédone de la famille des lamiacées) et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Le choix des espèces se fera en concertation avec le maître d’ouvrage. Ce prix s’applique au mètre carré de surface. |
| **2.5** | Livraison, installation de monuments et réaménagement du monument existant | Unité | Ce prix rémunère la réalisation/livraison/installation de monuments (support de 100 cm de diamètre, hauteur de 70 cm avec différents monuments - oiseaux, animaux, logo Enabel, carte du Mali, …) qui varient par endroit après validation du maitre d’ouvrage et pour certains sites la réhabilitation et l’embellissement des monuments existants et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique à l’unité. |
| **2.6** | Construction de table en béton armé | Unité | Ce prix rémunère la réalisation de tables en béton armé de 50cm de large, 10cm d’épaisseur, 100 cm de longueur avec une hauteur de 60 cm entre la table et le sol et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique à l’unité. |
| **2.7** | Construction de banc en béton armé | Unité | Ce prix rémunère la réalisation de banc deux places en béton armé (100 cm de longueur) et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique à l’unité. |
| **2.8** | Pavage d'allées piétonnières | m² | Ce prix rémunère la fourniture et la pose de pavés et de bordures et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre.Les jardins seront espacés par des allées piétonnières revêtues en pavés. Le pavage est un revêtement constitué de pavés juxtaposés et dont la nature retenue est le béton de ciment ou perrés. Ils sont fabriqués selon trois (03) grandes séries :- Les pavés classiques de forme polygonale dont les dimensions varient de 10 cm x 10 cm à 20 cm x 20 cm.- Les pavés autobloquants à emboîtement de forme telle, qu’après la mise en place, il se crée une liaison horizontale dans une ou plusieurs directions entre les composants du pavage, réduisant l’effet des efforts qu’il subit.- Les pavés autobloquants à emboîtement et épaulement, dont la forme permet une double liaison horizontale et verticale entre les éléments du pavage.Les pavés doivent offrir une bonne résistance mécanique à la compression et aux chocs ainsi qu’un degré de dureté. Ce prix s’applique au mètre carré de surface. |
| **2.9** | Remblais de nivellement tout au long de la berge avec une pente de 20 à 30 % stabilisée par un empierrement | ml | Ce prix rémunère la fourniture et la mise en forme de remblais tout au long de la berge avec une pente de 20 à 30 % stabilisée par de l’empierrement et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s’applique au mètre linéaire. |
| **III - Installation d'éclairage et branchement système d'alimentation en eau** |
| **3.1** | Fourniture et installation de lampadaires solaires | Unité | Ce prix rémunère la fourniture et la pose de lampadaire solaire dont la hauteur du poteau varie entre 200 et 250 cm avec éclairage au bout d’une capacitée de 250 à 300 W et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique à l’unité. |
| **3.2** | Branchement au réseau SOMAGEP et installation d'asperseurs | Ensemble | Ce prix rémunère le branchement/raccordement au réseau de la SOMAGEP (avec placement d’un compteur) et l’installation d’asperseurs répartis sur l’ensemble de l’espace vert et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique à l’ensemble. |
| **IV - Clôture** |
| **4.1** | Grillage | ml | Ce prix rémunère la fourniture et l'installation de grillage et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s’applique au mètre linéaire. |
| **4.2** | Poteau en IPN | Unité | Ce prix rémunère la fourniture et l'installation de poteaux en IPN-50 et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique à l'unité de poteau de soutien (IPN 50 de 2,5 m). |
| **4.3** | Béton armé pour chainage (longueurx20x50 cm) | m3 | Ce prix rémunère la fourniture de béton (légèrement armé) de 20 cm d’épaisseur, 20 cm de largeur et 50 cm de hauteur (dont 20 cm en profondeur et 30 cm en élévation) et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique au m3. |
| **4.4** | Fondation (longueurx40x20 cm) - fouille comprise | m3 | Ce prix rémunère l’évacuation des déblais et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique au m3. |
| **4.5** | Porte avec dalots de passage au-dessus du caniveau | Unité | Ce prix rémunère la fourniture et la pose de portes en tuyaux rond de 150 cm de largeur et 200 cm de hauteur et la fourniture et la pose de dalots par endroit pour faciliter l’accès aux usagers et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique à l’unité. |
| **V - Voiries et réhabilitation de caniveaux** |
| **5.1** | Ouvrages d'arts (dalot de traverses) | Unité | Ce prix rémunère la fabrication et la pose de dalles préfabriqués pour faciliter l’accès aux usagers et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique à l’unité. |
| **5.2** | Démolition des ouvrages dégradés | ml | Ce prix rémunère la démolition des ouvrages dégradés y compris l’évacuation et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s’applique au mètre linéaire. |
| **5.3** | Béton de propreté | m3 | Ce prix rémunère la fourniture et la pose du béton de propreté et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique au m3. |
| **5.4** | Béton fond radier | m3 | Ce prix rémunère la fourniture et la pose du béton de fond de radier et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s'applique au m3. |
| **5.5** | Bajoyers (hauteur 110 cm) et couronnement légèrement armé | ml | Ce prix rémunère la pose des bajoyers bien traité avec le béton de couronnement légèrement armé et ce y compris toutes sujétions d’exécution et de main-d'œuvre. Ce prix s’applique au mètre linéaire. |

## Déclaration sur l’honneur – motifs d’exclusion

Par la présente, je/nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/ légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un des cas d’exclusion suivants :

1. Le soumissionnaire ni un de ses dirigeants a fait l’objet d’une condamnation prononcée par une **décision judiciaire ayant force de chose jugée** pour l’une des infractions suivantes :

1° participation à une **organisation criminelle** ;

2° **corruption** ;

3° **fraude** ;

4° infractions **terroristes**, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d’une telle infraction ;

5° **blanchimen**t de capitaux ou **financement du terrorisme** ;

6° **travail des enfants** et autres formes de traite des êtres humains.

7° occupation de ressortissants de pays tiers en **séjour illégal**.

8° la création de sociétés offshore

L’exclusion sur base de ce critère vaut pour une durée de 5 ans à compter de la date du jugement.

1. Le soumissionnaire ne satisfait pas à ses obligations relatives au **paiement d’impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale** pour un montant de plus de 3.000 €, sauf lorsque le soumissionnaire peut démontrer qu’il possède à l’égard d’un pouvoir adjudicateur une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l’égard de tiers. Ces créances s’élèvent au moins à un montant égal à celui pour lequel il est en retard de paiement de dettes fiscales ou sociales ;

1. le soumissionnaire est en **état de faillite, de liquidation, de cessation d’activités, de réorganisation judiciaire,** ou a fait l’aveu de sa faillite, ou fait l’objet d’une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou est dans toute situation analogue résultant d’une procédure de même nature existant dans d’autres réglementations nationales;

1. le soumissionnaire ou un de ses dirigeants a commis une **faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité.**

Sont entre autres considérées comme telle faute professionnelle grave :

 une infraction à la Politique de Enabel concernant l’exploitation et les abus sexuels – juin 2019

1. une infraction à la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 <lien>;
2. une infraction relative à une disposition d’ordre réglementaire de la législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail ;
3. le soumissionnaire s’est rendu gravement coupable de fausse déclaration ou faux documents en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l’absence de motifs d’exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, ou a caché des informations ;
4. lorsque Enabel dispose d’éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence.

La présence du soumissionnaire sur une des listes d’exclusion Enabel en raison d’un tel acte/convention/entente est considérée comme élément suffisamment plausible.

1. Lorsqu’il ne peut être remédié à un conflit d’intérêts par d’autres mesures moins intrusives ;

1. des **défaillances importantes ou persistantes** du soumissionnaire ont été constatées lors de l’exécution d’une **obligation essentielle** qui lui incombait dans le cadre d’un contrat antérieur passé avec un autre pouvoir public, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d’office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.
 Sont considérées comme ‘défaillances importantes’ le respect des obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établi par le droit de l’Union européenne, le droit national, les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail.
La présence du soumissionnaire sur la liste d’exclusion Enabel en raison d’une telle défaillance sert d’un tel constat.
2. des mesures restrictives ont été prises vis-à-vis du contractant dans l’objectif de mettre fin aux violations de la paix et sécurité internationales comme le terrorisme, les violations des droits de l’homme, la déstabilisation des États souverains et la prolifération d’armes de destruction massive.
3. Le soumissionnaire ni un de des dirigeants se trouvent sur les listes de personnes, de groupes ou d’entités soumises par les Nations-Unies, l’Union européenne et la Belgique à des sanctions financières :

Pour les Nations Unies, les listes peuvent être consultées à l’adresse suivante : <https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-internationales-nations-unies>

Pour l’Union européenne, les listes peuvent être consultées à l’adresse suivante : <https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-europ%C3%A9ennes-ue>

<https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/8442/consolidated-list-sanctions>

<https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/restrictive_measures-2017-01-17-clean.pdf>

Pour la Belgique : <https://finances.belgium.be/fr/sur_le_spf/structure_et_services/administrations_generales/tr%C3%A9sorerie/contr%C3%B4le-des-instruments-1-2>

1. <…>Si Enabel exécute un projet pour un autre bailleur de fonds ou donneur, d’autres motifs d’exclusion supplémentaires sont encore possibles.

Le soumissionnaire déclare formellement être en mesure, sur demande et sans délai, de fournir les certificats et autres formes de pièces justificatives visés, sauf si:

a. Enabel a la possibilité d’obtenir directement les documents justificatifs concernés en consultant une base de données nationale dans un État membre qui est accessible gratuitement, à condition que le soumissionnaire ait fourni les informations nécessaires (adresse du site web, autorité ou organisme de délivrance, référence précise des documents) permettant à Enabel de les obtenir, avec l’autorisation d’accès correspondante ;

b. Enabel est déjà en possession des documents concernés.

 Le soumissionnaire consent formellement à ce que Enabel ait accès aux documents justificatifs étayant les informations fournies dans le présent document.

Date

Localisation

Signature

## Déclaration intégrité soumissionnaires

Par la présente, je / nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons ce qui suit :

* Ni les membres de l’administration, ni les employés, ni toute personne ou personne morale avec laquelle le soumissionnaire a conclu un accord en vue de l'exécution du marché, ne peuvent obtenir ou accepter d’un tiers, pour eux-mêmes ou pour toute autre personne ou personne morale, un avantage appréciable en argent (par exemple, des dons, gratifications ou avantages quelconques), directement ou indirectement lié aux activités de la personne concernée pour le compte de Enabel.
* Les administrateurs, collaborateurs ou leurs partenaires n'ont pas d'intérêts financiers ou autres dans les entreprises, organisations, etc. ayant un lien direct ou indirect avec Enabel (ce qui pourrait, par exemple, entraîner un conflit d'intérêts).
* J'ai / nous avons pris connaissance des articles relatifs à la déontologie du présent marché public (voir 1.7.), ainsi que de la Politique de Enabel concernant l’exploitation et les abus sexuels ainsi que de la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption et je / nous déclare/rons souscrire et respecter entièrement ces articles.

Si le marché précité devait être attribué au soumissionnaire, je/nous déclare/rons, par ailleurs, marquer mon/notre accord avec les dispositions suivantes :

* Afin d’éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l’exécution du marché, il est strictement interdit au contractant du marché (c'est-à-dire les membres de l’administration et les travailleurs) d’offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux membres du personnel de Enabel, qui sont directement ou indirectement concernés par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.
* Tout contrat (marché public) sera résilié, dès lors qu’il s’avérerait que l’attribution du contrat ou son exécution aurait donné lieu à l’obtention ou l’offre des avantages appréciables en argent précités.
* Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques aboutira à l’exclusion du contractant du présent marché et d’autres marchés publics pour Enabel.

Le soumissionnaire prend enfin connaissance du fait que Enabel se réserve le droit de porter plainte devant les instances judiciaires compétentes lors de toute constatation de faits allant à l’encontre de la présente déclaration et que tous les frais administratifs et autres qui en découlent sont à charge du soumissionnaire.

Date

Localisation

Signature

## Chiffre d’affaires du soumissionnaire durant les trois dernières années

|  |
| --- |
| **Chiffre d’affaires annuel** |
| **Années** | **Montant Euro** | **Equivalent Fcfa** |
| Année 2022 |  |  |
| Année 2021 |  |  |
| Année 2020 |  |  |

Date :

Signature :

**Cf. Critères de capacité économique et financière**

***A joindre l’attestation de certification des chiffres d’affaires délivré par les services des impôts.***

## Expérience spécifique de l’entreprise aux travaux similaires

**Confère capaciter technique et professionnelle**

|  |  |
| --- | --- |
| Intitulé du marché |  |
| Date de démarrage |  |
| Date d’achèvement |  |
| Montant total du marché | Euro\_\_\_\_\_\_\_\_ | FCFA\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Description | *Brève description des travaux réalisés par le soumissionnaire* |
| Nom du Maître d’Ouvrage / Pouvoir adjudicateur : |  |
| Adresse : |  |
| Numéro de téléphone : |  |
| Adresse électronique : |  |

## Modèle de liste de matériel à proposer par lot

Veuillez joindre la liste de l’équipement destiné à l’exécution du contrat. Les descriptions doivent démontrer la capacité du soumissionnaire à réaliser les travaux. Voir également « Moyens en matériel affectés au chantier » au point « Critères de capacité technique ».

**3.10.1 Matériel roulant**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Véhicules/Engin** | **Marque/Type** | **Immatriculation**  | **Age** | **Km** | **Etat** | **Provenance** | **Disponibilité** |
| **N** | **B** | **M** | **P** | **L** |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

**3.10.2 Matériel non roulant**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Equipement de construction et autres équipements** | **Puissance/capacité** | **N° d’unités** | **Etat** | **Provenance** | **Disponibilité** |
| **N** | **B** | **M** | **P** | **L** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |

NB :

Neuf = N ; Bon = B ; Médiocre = M, Possession = P ; Location = L, Disponibilité = Date d’affectation sur le chantier

## Tableau à compléter et à joindre à l’offre

| **No** | **Position proposée de l’expert** | **Nom et prénom** | **Années d’expérience professionnelle spécifique** |
| --- | --- | --- | --- |
| 01 |  |  |  |
| 02 |  |  |  |
| 03 |  |  |  |
| 04 |  |  |  |
| 05 |  |  |  |
| 06 |  |  |  |

## Modèle de curriculum vitae

Pour chaque profil de personnel requis au point « Critères de capacité technique », joindre le **curriculum vitae** ainsi qu’une **copie légalisée des diplômes**.

Position proposée dans le contrat : …

1. Nom de famille : …
2. Prénom : …
3. Date et lieu de naissance : …
4. Nationalité : …
5. Statut civil : …
6. Adresse (téléphone/e-mail) : …
7. Éducation :

|  |  |
| --- | --- |
| **Institutions :** |  |
| **De (mois/année) :****A (mois/année) :** |  |
| **Diplôme :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Institutions :** |  |
| **De (mois/année) :****A (mois/année) :** |  |
| **Diplôme :** |  |

1. Compétences linguistiques :

Indiquer vos connaissances sur une échelle de 1 à 5 (1 - niveau excellent ; 5 - niveau rudimentaire)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Langue** | **Niveau** | **Parlé** | **Écrit** |
|  | Langue maternelle |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

1. Appartenance à une organisation professionnelle : …
2. Autres compétences (par ex. maîtrise de l’informatique, etc.) : …
3. Position actuelle : …
4. Années d’expérience professionnelle : …
5. Qualifications principales : …
6. Expérience professionnelle :

|  |  |
| --- | --- |
| **De (mois/année) à (mois/année)** |  |
| **Lieu :** |  |
| **Compagnie / Organisation :** |  |
| **Position :** |  |
| **Description d’emploi :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **De (mois/année) à (mois/année)** |  |
| **Lieu :** |  |
| **Compagnie / Organisation :** |  |
| **Position :** |  |
| **Description d’emploi :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **De (mois/année) à (mois/année)** |  |
| **Lieu :** |  |
| **Compagnie / Organisation :** |  |
| **Position :** |  |
| **Description d’emploi :** |  |

1. Autres : …
2. Publications et séminaires : …
3. Références : …

Signature : ..................................................................................

Date : ................................................

## Déclaration d'exclusivité et de disponibilité (A remplir individuellement)

Je soussigné(e) (nom prénom et fonction dans le cadre du projet), déclare que je presterai exclusivement pour le soumissionnaire (nom du soumissionnaire) le cadre du marché CSC**MLI1805311-10449** relatif au **Marché de travaux d'aménagement d'espaces verts dans la commune urbaine de Koulikoro**. Je déclare en outre être disponible pendant toute la période prévue pour la mise en œuvre du marché du ………….. au …………………..

Date :………………………

Signature :

1. **Récapitulatif des documents à remettre**

**Veuillez respecter l’ordre des documents tel qu’il suit :**

* Identification du soumissionnaire et annexes (registre du commerce ou statuts)
* Formulaire d’offre – Prix
* Déclaration d’intégrité pour les soumissionnaires
* **Documents relatifs aux motifs d’exclusion :**
* déclaration sur l’honneur – motifs d’exclusion
* un extrait du casier judiciaire au nom du soumissionnaire (personne morale) ou de son représentant (personne physique) ;
* le document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des cotisations sociales ;
* le document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des impôts et taxes ;
* le document attestation que le soumissionnaire n’est pas en situation de faillite.
* **Documents relatifs à la sélection**
	+ - Chiffres d’affaires réalisés sur 3 derniers exercices (2022 ; 2021 et 2020) clos. **certifié par les services des impôts** ;
		- Attestation de ligne de crédit ;
		- L’agrément en qualité d’entreprise de bâtiment et /ou de travaux publics ;
		- Références de marchés similaires qui ont été effectués au cours des cinq (05) dernières années ;
		- Liste du matériels et équipements proposés par lot ;
		- Cv + diplôme du personnel et déclaration d'exclusivité et de disponibilité par lot.
* **Document relatif à l’attribution**
	+ - Métré récapitulatif ;
		- Bordereau des prix unitaires.
1. Comme indiqué sur le document officiel. [↑](#footnote-ref-1)
2. Accepté uniquement pour la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark, la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Islande, le Canada, les États-Unis et l'Australie. [↑](#footnote-ref-2)
3. A défaut des autres documents d'identités: titre de séjour ou passeport diplomatique. [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays. [↑](#footnote-ref-4)
5. Indiquer la région, l'état ou la province uniquement pour les pays non membres de l'UE, à l'exclusion des pays de l'AELE et des pays candidats. [↑](#footnote-ref-5)
6. Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant. [↑](#footnote-ref-6)
7. ONG = Organisation non gouvernementale, à remplir pour les organisations sans but lucratif. [↑](#footnote-ref-7)
8. Le numéro d’enregistrement au registre national des entreprises. Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays. [↑](#footnote-ref-8)
9. Entité de droit public DOTÉE DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE: entité de droit public capable de se représenter elle-même et d'agir en son nom propre, c'est-à-dire capable d'ester en justice, d'acquérir et de se défaire des biens, et de conclure des contrats. Ce statut juridique est confirmé par l'acte juridique officiel établissant l'entité (loi, décret, etc.). [↑](#footnote-ref-9)
10. Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant. [↑](#footnote-ref-10)
11. Numéro d’enregistrement de l'entité au registre national. [↑](#footnote-ref-11)